

Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale

(RLRQ, c. C-23.1, art. 40)

A	Membre :	ANDRÉ ALBERT MORIN
B	Circonscription :	ACADIE
C	Nature et source des revenus et avantages totalisant 10 000 \$ et plus, reçus durant les 12 mois précédant la déclaration ou au cours des 12 prochains mois pour une prestation déjà effectuée : <i>art. 40, 2^e al. 1^o</i>	Outre les indemnités et allocations résultant de l'exercice de la charge de membre de l'Assemblée nationale : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Revenus d'emploi à titre de : <ul style="list-style-type: none"> ○ procureur fédéral en chef, Service des poursuites pénales du Canada; ○ chargé de cours, Université de Montréal. ▪ Revenu de retraite : <ul style="list-style-type: none"> ○ Gouvernement du Canada
D	Immeuble sur lequel la députée ou le député détient un intérêt et qui fait l'objet d'un avis d'expropriation : <i>art. 40, 2^e al. 2^o</i>	Ne s'applique pas.
E	Nature de l'activité professionnelle, commerciale ou industrielle exercée au cours des 12 mois précédant la déclaration, en indiquant pour le compte de qui : <i>art. 40, 2^e al. 3^o</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Procureur fédéral en chef, Service des poursuites pénales du Canada. ▪ Chargé de cours, Université de Montréal – Faculté de droit.
F	Objet et nature de l'avantage reçu ou à recevoir au cours des 12 mois précédant la déclaration ou des 12 mois suivants, dans le cadre d'un marché conclu avec le gouvernement, un ministère ou un organisme public : <i>art. 40, 2^e al. 4^o</i>	Ne s'applique pas.

G	Renseignements relatifs à tout intérêt faisant l'objet d'une fiducie sans droit de regard ou d'un mandat sans droit de regard : <i>art. 40, 2^e al. 5^o</i>	Ne s'applique pas.
H	Nom des entreprises, personnes morales, sociétés, associations, successions et fiducies mentionnées dans la déclaration et l'intérêt en cause : <i>art. 40, 2^e al. 6^o</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ambulance Saint-Jean-Division du Québec, administrateur. ▪ Association du Barreau canadien, Division du Québec, administrateur. ▪ International Society for the Reform of Criminal Law, administrateur. <p><i>N. B. Les informations inscrites à cette case reflètent les intérêts de la députée ou du député au cours des 12 mois précédant son élection ou sa plus récente déclaration.</i></p>
I	Autres renseignements : <i>art. 40, 2^e al. 7^o</i>	Aucun autre renseignement.

Préparé par le bureau
du Commissaire à l'éthique et à la déontologie

2023-03-24